

**[REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE]
NIVEAU D' INFORMATION**

INDICATEURS	EXPLORATION / SOURCE POTENTIELLE D'INFORMATION
Mesures extérieures du pays en matière de risque	
C1. Analyse générale du Pays en risque : Mesure pour satisfaite en prohibité surchargé de l'instabilité politique, interférence, etc	<ul style="list-style-type: none"> • Pays en voie de développement et très endetté • Absence d'une agence de garantie d'investissement • La Banque Mondiale et FMI sont en voie de signer un accord sur le PPTE • Aucune Banque ou institution internationale ne s'est engagé à soutenir la politique du Gouvernement centrafricain pour le moment
C2. Degré de solvabilité du pays souverain	<p><i>La RCA fait partie intégrante des pays très endettés Elle occupe le 163 ème rang des pays très endettés Aucune information périodique sur les investissements de la RCA n'est disponible</i></p>
C3. Indice de corruption	<ul style="list-style-type: none"> • La monnaie utilisée est le Francs CFA <p><i>Suite aux etudes realives à la corruption, il s'avère que la RCA demeure un des pays où la corruption est monnaie courante, compte tenu non seulement des crises militaro socio politiques récurrentes depuis 1996 jusqu'à maintenant mais aussi du cumul des dizaines d'arriérés de salaire des fonctionnaires et agents de l'Etat</i></p>
C4. Inclu dans les indices "calpers" des qualities d'investissement des Pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • Le pouvoir d'achat des centrafricains est le plus bas des pays africains • • Dans tous les services étatiques, la corruption est quotidienne
C5. Autres (facultatif)	<p><i>Other indicators of importance as appropriate</i></p>
Qualité d'infrastructure et services appropriés à l'investissement	
C11. Systèmes de Transport	<p><i>La RCA fait partie des pays enclaves car la distance qui sépare la capitale du port le plus proche est de 1500 kms Les routes nationales, régionale et pistes sont dans un état de délabrement très avancé En dépit de l'existence du Fonds routier imposé par les par Fmi Banque Mondiale, les routes ne sont pas régulièrement entretenues. Sur l'ensemble du réseau routier il n'y a que six cent quatre vingt dix kms de bitume. Tous les autres pistes et route sont en latérite Au niveau des zones de production ligneuse, seules les sociétés forestières sont obliges d'entretenir régulièrement les pistes pour leur permettre d'écouler leurs produits à destination des consommateurs via le port de Douala (Cameroun) L'Union Européenne vient de financer le projet de bitumage du la suite de la route numéro 2 qui accède à la frontière avec le Cameroun</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère de l'Equipement et des Transport en chaege des infrastructures ne dispose pas de moyens humain, financier et matériel suffisants pour entretenir régulièrement les infrastructures de déserte
C12. Energie (electricité, gaz,...)	<ul style="list-style-type: none"> • Outre l'Energie Centrafricaine qui est une structure étatique, il n'existe pas d'autres investisseurs dans le domaine de l'électricité. La capitale Bangui est alimentées par deux barrages hydro électrique situés à 90 km avec un matériel vétuste . Dans certaines provinces on uvillise des groupes électrogènes avec l'appui des auto producteurs d'électricité. • Le Minsitère de l'Energie et de l'Hydraulique éprouve d'énormes difficultés à satisfaire tous les besoins administratifs, et ménagers • Depuis plus de quatre ans des délestages d'électricité sont enregistrés tous les jours dans la capitale. En moyenne, on peut déduire que dans le mois il y a environ sept jours de

carence en électricité

La qualité globale de la communication est moyenne avec la parution de la téléphonie mobile qui couvre le tiers du territoire national

C13. Communication

- *Au niveau du réseau des medias, la television centrafricaine couvre un rayon de cent km par rapport à la capitale Bangui. Aucun opérateur privé n'a été enregistré dans le domaine des medias. Le department ministerial de la communication éprouve les memes difficultés que les autres Ministères*

C14. Eau

- *Bien que la RCA est très arrose avec un réseau hydrographique important, le problème d'eau de boisson est fréquent dans tous les milieux. Outre les forages qui sont installés dans certains centre ruraux grace à l'appui du PNUD, certaines populations accusent un déficit chronique en eau de boisson. Une seule société étatique assure la distribution d'eau potable dans quelques villes (7 villes sur soixante) -de la RCA.*
- *Au même titre que l'électricité, on peut estimer la carence mensuelle en eau de boisson dans la capitale Bangui à sept jours*

C15. Autre (facultatif)

Lois et système de règlement

C21. Règlements d'investissements

Il existe un code d'investissement dans les secteurs de diamante, et des forêts. Ces codes d'investissements ne stimulent jusqu' alors pas les opérateurs économiques à investir davantage compte tenu de la diversité des taxes à payer.

- *L'instabilité socio économique récurrente ne favorise pas les investisseurs à s'intéresser à la RCA.*

C.22. Terre Titre ou période de jouissance

Le Lois et reglements en vigueur ne sont pas respectés par une catégorie de centrafricains qui semblent être plus proche des différents régimes présidentiels qui se sont succédés depuis l'indépendance jusqu' alors. La tendance est d'harmoniser les Lois et Règlements conformément à la charte de la Communauté Economique et Monétaire en Afrique Centrale (CEMAC) mais la mise en ouvre de ses extes reglementaires pose de sérieux difficultés

Il n' y a jamais eu de commission de promotion d'investissement en RCA

Depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, la RCA n'est pas encore dotée d'un code foncier. La terre appartient au premier occupant. Lorsque le lopin de terre est octroyé à partir d'un titre foncier, le propriétaire jouit de ses prérogatives sur l'ensemble de la surface octroyée.

Trois vocations sont utilisées jusqu'à ce jour à savoir : exploitation du bois et de la faune (dans ses conditions des taxes de loyer annuels sont payés à l'Etat et aux communes respectives) exploitation minière et habitation.

Les détenteurs de titres fonciers sont généralement les grands dignitaires du pays qui n'honorent pas régulièrement le paiement des taxes y afferantes.

Même au niveau de la capitale Bangui, l'aspect urbainisation est encore aléatoire.

C23. Enregistrement (inscription) de firme

-

C24. Faire respecter la loi et le système de justice

- *Beaucoup de texts reglementaires sont en vigueur mais le respect desdits texets ne suit pas la règle du jeu. L'impunité gangrène la RCA. La justice est faite pour les plus démunis alors que les hauts dignitaires outrepassent ces règles*

- *Le Code de Travail en vigueur date de 1960. U projet d'actualisation dudit code est soumis à l'appréciation du Gouvernement pour décision depuis plus de trois ans.*

C25. Règlements du Commerce

Plusieurs texts légaux reglement le commerce sur le territoire national. Pour les denrées de première nécessité, la liberalisatio est d'actualité. Description of legal and regulations pertinent to international trade of forest products, such as those relating to the import of equipment, tariffs, export fees, etc.

Le Ministère du Commerce s'inspire des legislation existantes pour asseoir sa politique

C26. Règlements de travail

C27. Autre (facultatif)

Secteur financier

Les lois de finance définissent annuellement les modalités fiscales dans toutes les activités qui concernent les importations et les exportations. Cette loi des finances fixe également les taux de répartition des taxes par bénéficiaires. Ledit document est généralement suivi par les institutions internationales quant à leur mise en œuvre et l'évaluation de leur performance périodique.

C31. Echange actuel ou convertibilité

L'économie de la RCA repose beaucoup plus sur les importations outre la filière bois et mine.. Les produits agricoles d'exportation tels que coton, café, tabac sont en déclin compte tenu de la baisse des prix sur le marché mondial. Le secteur bois demeure depuis plus de six ans la locomotive économique du pays.

La banque centrale évalue périodiquement les performances de l'économie centrafricaine à partir du flux d'importation et d'exportation.

Il n'existe pas de structure qui puisse stimuler les facilités de crédits au niveau de quelques rares investisseurs en place. Pour tout le pays il n'y a que quatre banques dont trois à but commercial et une banque centrale dépendant de la CEMAC.

Les banques commerciales n'offrent que des crédits aux grands dignitaires du pays.

L'insatibilité socio politique ne favorise pas l'octroi de crédits à tous les soumissionnaires

•

C32. Crédit de produits disponibles

C33. Service financier disponible

• *La Banque centrale rattachée à la CEMAC évalue périodiquement les performances financières de l'économie centrafricaine et tire des conclusions qui s'imposent pour orienter le gouvernement*

• *Trois banques commerciales sont opérationnelles à savoir CBCA, ECOBANK et Banque Maroco centrafricaine*

C34. Autre

**** Note: Pour les pays (large) avec de province puissant ou Etats d'autorités, un tableau double pouvait avoir besoin d'Etat ou résultat de provinces ****

[PAYS]
NIVEAU D'INFORMATION DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RESUME

RESUME: NIVEAU D'INFORMATION DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

	Opportunités	Défis
Mesures extérieures	Diversité de ressources naturelles sous exploitées	A stimuler davantage
Infrastructure	Diversifiée	A développer
Lois et Reglements	Disponible et tendance à l'harmonisation par rapport à la sous région	Renforcement institutionnel et juridique
Secteur Financier	Existant	Bonne gouvernance

Description qualitative des opportunités majeures et challenge Majeures : Court (bref) point de description de résultats majeurs.

[STATE OR PROVINCE]
ETAT OU PROVINCE NIVEAU D'INFORMATION

RESUME

TABLE DE RESUME: ETAT OU PROVINCE NIVEAU D'INFORMATION

	Opportunités Majeures	Défis Majeurs
Mesures extérieures		
Infrastructure		
Légale Reglement		
Secteur Financier		

Description qualitative des opportunités majeures et challenges majeures : bref point de description de résultat majeurs.

[REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE]
INFORMATION SUR LE SECTEUR FORET ET INDUSTRIE

INDICATEURS	EXPLANATION / POTENTIAL SOURCE OF INFORMATION
Qualité de la Ressource Forestière	<i>Diversifiée et riche en essences de valeurs commerciales</i>
F1. Etendue et qualité de forêt Naturel	<ul style="list-style-type: none"> • 5.000.000 ha de forêt naturelle de production • 539.550.000 ha de forêt naturelle sèche •
F2. % Terre sous région (zone) protégée ou classifiée comme Forêt de valeur à la Conservation élevée (FVCE)	<ul style="list-style-type: none"> • 70.000.000 ha d'aires protégées soit 12 (douzrà pour cent du territoire national
F3. Niveau National pour certification, vérification de l'élégalité	<p>Trois sociétés forestières sont engagées dans le processus de certification forestières. Il s'agit de SEFCA, IFB et Thanry Centrafrique.</p> <p>IFB et SEFCA exportent du bois d'Origine Légal. Un observateur indépendant délivre le seau de légalité de bois à l'exportation</p> <p>Des pré audits sont en cours de réalisation pour les deux sociétés qui se sont engagées dans le processus de la certification.</p> <ul style="list-style-type: none"> •
F4. Autre (Facultatif)	
Demande du Marché et Commerce	<p>Les consommateurs de bois centrafricains signent des contrats avec les sociétés forestières après une prospection de celles-ci. Au terme du signature du contrat, le bois est livré au consommateurs en majorité Européen et Asiatiques.</p> <p>La part du marché local est très faible (cinq pour cent) par rapport aux exportations.</p> <p>Le bilan de chaque entreprise est interne et confidentiel.</p>
F11. Soldes Nationales/VS. international	
F12. Structure d'Industrie	<p>Les entités de transformation sont en majorité de première transformation (sciage) . La tendance est le passage à la deuxième voire troisième transformation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour l'année 2006 il a été prévu 5.500 m3 mais les statistiques de mouvements de bois de l'année 2006 ont donné une production de 6.200 m3 de bois exporté.
F13. Volumes de Commerce Internationale les partenaires de Commerce majeur	
F14. Pays d'Action de Marché Globale	<ul style="list-style-type: none"> • Chine, Espagne, Italie, Japon, Etats Unis, Hollande, Belgique , Russie ...
F15. Tendances du prix	<ul style="list-style-type: none"> • Les prix sont fixes à partir de la valeur mercuroiale définie semestriellement par un comité interministériel avec la participation des représentants de toutes les sociétés forestières de la place. Les prix sont fixés à partir des tendances sur le marché international rapporté au dollar américain. Il arrive de fois ou les sociétés forestières font la promotion des essences à la clientèle.
F16. Tendances de la demande de marché	<ul style="list-style-type: none"> • L demande flutue en fonction du marché. De manière générale la tendance est à la baisse depuis 2001 jusqu'à nos jours.
F17. Produit nouveau &	<ul style="list-style-type: none"> • Outre le sciage il n'y a pas de nouveaux produits ligneux centrafricains sur le marché

production

international

Tendances

F18. Compagnies de Forêts Majeurs + ce qu'ils produisent

SEFCA produit du sciage, des grumes et dans un proche avenir des avivés séchés
IFB produit également des avivés, grumes et des faitières
SCAD produit des grumes, sciage et une petite quantité de contre plaqué
Thanry Centrafrique, VICA, SFOKAD produisent des grumes et sciages.

F19 . Marchés pour les services d'Ecosystème

Le processus de mise en oeuvre du marché de carbone vient d'être lancé à travers la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC)
Le processus d'élaboration et de mise en oeuvre du plan d'aménagement intègre la notion du maintien de la biodiversité.

- Le Gouvernement centrafricain n'a pas encore élaboré le marché d'écosystème au niveau national

F19a. Autres (optional)

Structure régulière (Spécifique au secteur forestier)

F20. Condition requise

- **Planning de gestion**
- **Concessions**
- **De l'Environnement**
- **Travaux**

Avis d'appel d'offre à candidature pour l'octroi d'une concession forestière.
Une liste de dossiers à fournir est fixé par Arrêté du Ministre de tutelle
La commission d'attribution siège et apprécie les propositions enregistrées
Les dossiers ayant rempli toutes les conditions sont notés par chaque membre de la commission
La commission transmet un procès verbal y relatif au Chef de Département de tutelle qui en rend compte en conseil des Ministres
Un décret d'attribution est signé par le Chef de l'Etat
Le concessionnaire bénéficiaire du permis signe une Convention provisoire d'aménagement et met en place une cellule d'aménagement.
Le plan d'aménagement de la concession est validé par l'administration à travers la Convention définitive d'aménagement.»
Dans les trois ans qui suivent l'attribution, le concessionnaire a l'obligation de mettre en place une unité de transformation et une base vie de son personnel
Le suivi de l'applicabilité du plan d'aménagement est réalisé par l'administration des Eaux et Forêts.
Une brigade de contrôle mixte réalise tous les semestre la visite physique de l'entreprise et vérifie tous les documents fiscaux y compris les contrats de travail de l'ensemble du personnel.

F21. Royalties(droits d'auteurs)& Taxe Législatifs

- La loi des finances défini la repartition des taxes forestières selon le barème suivant :
POURCENTAGE ALLOUE AUX BENEFICIAIRES
- TAXES TRESOR CAS-DFT COMMUNES

Loyer	70	30	
Abattage	40	30	30
Reboisement	25	50	25
Transfert	100	---	---
Redevance Déboisement	100	---	---
Redevance Prospection	100	---	---
Droits de Sortie	100	----	---

D'autres taxes sont payées à savoir : CDS, IFPP, OCSS ; PP, IMF, TVA Patente etc...

-

F22. Baisses et autre motivation

- *La tendance est d'homogénéiser la législation au niveau de la sous région afin de réduire les disparités fiscale au niveau de la filière bois d'œuvre.*

F23. Evaluation des Règlements spécifiques aux petite et moyenne entreprises

Dans le secteur forestier, il n'a pas été enregistré partenaires qui s'intéressent à la valorisation des sous produits de bois. Toutefois, il y a eu quelques initiatives tendant à utiliser des scies mobiles pour scier des billes d'Ayous qui demeure une activité illégale. Les auteurs font l'objet de poursuite judiciaire.

F24. Accusation d'irrégularités Majeures en imposition

Les missions de contrôle mixtes qui sont réalisées jusqu'alors ont démontré que certaines sociétés forestières ne respectent pas les clauses de la Convention collective des sociétés forestières, minorent les déclarations de mouvements de bois. Pour le cas de fausses déclaration des amendes et pénalités leurs sont infligées.

- *Certaines ONGs accusent également les sociétés forestières de détruire la forêt sans prévue technique.. Le non respect de l'application de certaines clauses des cahiers de charge est d'actualité.*

F25. Autres (Facultatif)

- .

**[REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE]
INFORMATIONS SUR LES SECTEURS FORET ET INDUSTRIE
RESUME**

SUMMARY TABLE: FOREST SECTOR / INDUSTRY LEVEL INFORMATION

Qualité de Ressource Forestière	Opportunités principales Riche et diversifiée	Défis majeurs Sur exploitation des essences de valeur
Demande de Marché & Commerce	Limite	A promouvoir
Structure régulière	Limite	A développer

Description qualitative des opportunités Majeures et challenges majeures court (bref)
description surligne et resultants majeurs
Etat ou Provinces

Secteur Forestier et niveau d'information d'industrie

**[RCA]
SECTEUR FORESTIER ET NIVEAU D'INFORMATION DE L'INDUSTRIE
RESUME**

TABLE RESUME: RCA

Mesures extérieures	Opportunités principales Appui des partenaires au développement	Défis Majeurs Transformation plus poussée
Infrastructure Lois & Règlement	Limite Modèle	A promouvoir A adapter au contexte sous régional et international
Secteur Forestier	Disponible pas encore surexploité	Développer la recherche en sylviculture appliquée

**[REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE]
[FIRM –INDUSTRIES FORESTIERES DE BATALIMO (IFB)]
NIVEAU DES FACTEURS DE IFB**

INDICATEUR

Informations Générales	
E1. Nom & Adresse de l'Affaire	<i>Industries Forestières de Batalimo (IFB) B.P. 517 Bangui Rca se référer à la carte du permis de IFB en Annexes DLAF-p17 et 20</i>
E2. Type (genre) d'affaire	<i>Gestion durable de la forêt de Ngotto en Rép. Centrafricaine (RCA) Sciage, et aménagement du Permis d'Exploitation et d'Aménagement 169 forêt de Ngotto</i>
E3. Brève description de l'investissement besoins, opportunités et risques	<i>Unité de sciage et services annexes.</i>
E4. Possession ou concession : Année de coupure de droits.	<i>1997</i>
E5. Autre (Facultatif)	<i>Other pertinent information</i>
Qualité de biens (avantage, atouts) et capacité	
E11. Avantages de bois : description	<i>Forêt naturelle vierge soumise pour la première fois à l'exploitation. Elle est riche en essences nobles et principalement les bois rouges. La surface exploitable est estimée à 160.000 ha' Les arbres de Diamètre Minimum Exploitable sont nombreux et diversifiés Les études préalables à la certification sont en cours Le bois issu de cette forêt est bénéficié d'un label Origine Légal du Bois (OLB) décerné par un auditeur indépendant BIVAC</i>
E12. Avantages de bois : expertise (évaluation)	<i>Le Permis attribut est doté d'un plan d'aménagement rendu exécutoire par Décision ministérielle. Ce plan d'Aménagement est le tout premier des pays du Bassin du Congo et a servi de modèle aux autres concessions forestières de la sous région se référer à la carte de répartition des principales essences en Annexes DLAF_p 66 et p 75.</i>
E13. Valeur évaluée ou bois spécial	<i>Le tableau en Annexes 1 donne un aperçu sur les espèces inventories. La valeur du bois est définie semestriellement par un Arrêté interministériel qui estime la valeur mercuriale essence par essence. Le prix du bois évolue suivant le cours du marché international.</i>
E14. Terrain Forestier sous conservation pertinente	<i>Le Permis est subdivisé en plusieurs series: production, utilisation et installation humaine, développement durable et conservation</i>
E15. Produits forestiers non Ligneux	<i>Le PEA 169 rigorge d'innombrables produits forestiers non ligneux à savoir: légumes, chanilles comestibles, champignons, tubercules, fruits, épices, feuilles d'emballage, faune sauvage etc...</i>
E16. Compte conservable	<i>Un parc national fait partie du permis</i>
E17. Inventaires de Marchandises finies	<i>La production moyenne en sciage de la société est estimée à 3200 m3</i>
E18. Autres inventaires	<i>Multiresources préalables au plan d'aménagement</i>
E19. Biens réels et propriété	<i>La société IFB dispose d'un permis d'exploitation et d'aménagement, d'une scierie complète du personnel expatriée et national.</i>

E20. Facilités de plantes	<i>IFB ne plante pas d'arbre par contre les taxes de reboisement sont versées à une structure étatique qui est chargée d'effectuer des travaux de reboisement sur l'ensemble du territoire</i>
E21 Qualité d'Equipement	<i>La scierie est installée depuis 1998. Le parc automobile est renouvelé progressivement</i>
E22. Utilisation et capacité de plantes	[Source: annual report,s management reports,]
E23. Assurance	<i>Tout le parc automobile est assuré</i>
E24. Long Terme de contrats de Ventes	<i>Les grumes et sciages qui sont exportés font l'objet de signature de contrat avec les acheteurs qui sont en Europe, Amérique, Etats Unies et Asie</i>
E25. Autre(facultatif)	<i>Il arrive de fois ou les acheteurs se rendent sur le chantier pour apprécier le bois Le permis demeure riche en espèces commercialisables</i>
Habilité en gestion	
E31. Année d'affaire	<i>1997</i>
E32. Pivot d'expérience et âge	<i>Quarante sept ans d'expérience en RCA dans la filière exploitation du bois</i>
E33. Possession et Gouvernance	<i>La société IFB est dirigée par un Président Directeur Général suivi d'un Directeur Général, un Chef de site un chef d'exploitation un Responsable chargé des relations extérieures un service de vente locale et celui des exportations. La comptabilité est tenue par un expatrié.</i>
E34. Nombre pertinent et à temps partiel d'employés	<i>Trois cents employés permanent et cent autres saisonniers</i>
E35. Systèmes de gestion financière	<i>Autonomi selon la comptabilité CEMAC</i>
E36. Plan et stratégie d'affaire	<i>Respecte le plan d'aménagement et le plan de gestion</i>
E37. Vérifier les dépositions financières	<i>Des missions de contrôle de l'Inspection générale d'Etat s'effectuent régulièrement dans la société pour vérifier les documents fiscaux.</i>
E38. Outils de Communications	<i>Réunions techniques, Ateliers de renforcement des capacités, réunions syndicales Fax : 00 236 61 33 93</i>
E39. Gestion de relation du client.	<i>Le service de comptabilité et de vente gère la clientèle national qu'expatriée</i>
E40. Sources de travail capital	<i>Le bois, la main d'oeuvre locale et expatriée constitue le capital de la société IFB</i>
E41. Technique d'assistance supplémentaire (requis, recherchée)	<i>En cas de difficulté financière IFB fait appel à ses partenaires extérieurs</i>
E42. Autre (Facultatif)	
Stratégie de vente (Marketing)	<i>La vente est en grande partie orienté vers l'extérieur du pays . La vente locale est très faible</i>
E51. Compétition	<i>Compte tenu du cout de transport très élevé, le bois vendu par IFB est de bonne qualité</i>
E52. Stratégie compétitive	<i>Le bois qui est proposé à la clientèle extérieure est de bonne qualité</i>
E53. Objectifs de stratégie de Vente	<i>La vente se fait sous contrat dans le cas des exportations et comptant pour la vente locale</i>

E54. Responsabilité de Vente	<i>Un chef de service de vente supervise ladite activité</i>
E55. Méthodes de recherché de Marketing	<i>IFB dispose de démarcheurs en Europe qui font la promotion de ses produits ligneux</i>
E56. Action du marché local	<i>Les essences à faible valeur commerciale sont vendues localement. Le bois rouge est beaucoup plus exporté.</i>
E57. Canal d'exportation de vente	<i>Le bois exporté est évacué par la route jusqu'au port de Donala au Cameroun avant d'être embarqué dans des bateaux à destination des consommateurs</i>
E58. Termes d'exportation & politique	<i>Une réglementation définit les modalités d'exportation du bois sur le territoire national</i>
E59. Suite de système de garde	<i>Oui</i>
E60. Certifié ou légalement vérifié ?	<i>Le bois (grume eu arrivés) issu du PEA 169 bénéficie d'un label Origine Légal du Bois délivré par un observateur indépendant qui est le Bureau VERITAS</i>
E61. Autre (facultatif)	<i>IFB est en train d'évoluer vers la certification de ses produits à l'exportation</i>
Compagnie d'environnement & facteurs sociaux	
E71. Politique d'environnement	<i>Prise en compte dans le plan d'aménagement Les études socio économiques et environnementales sont intégrées dans le plan d'aménagement</i>
E72. Politique de travail	<i>Respecte la législation du travail en République Centrafricaine</i>
E73. Autre (facultatif)	
Gestion de la ressource	
E81. Plan de gestion de forêts	<i>Le plan de gestion du PEA 169 est disponible</i>
E82. Paiements pour des services d'environnement	<i>En plus de la mise en oeuvre des clauses du cahier des charges, IFB appui les communautés dans les actions sociales spécifiques et la réhabilitation des infrastructures hors permis Les activités de recherche dans le domaine sylvicole et phénologique sont prises en compte dans la mise en œuvre du plan d'aménagement.</i>
E83. Séries d'aides et résultants de la biodiversité	<i>Des sites pilotes de suivi de la régénération sont régulièrement suivis par la société et l'administration forestière</i>
E84. Vol de bois et autres pertes criminelles	<i>Compte tenu de la distance qui sépare le site industriel et la base vie, le vol de bois est rare</i>
E85. Relations avec la Communauté locale	<i>Depuis l'installation de IFB à Ngotto, il a été enregistré une migration importante de la population en quête du travail, un accroissement des la population et des denrées agricoles dans la localité</i>
E86. Autres (facultatif)	
Revenues, coûts & rentabilité	
E91. Proximité de marché / emplacement d'exportation.	<i>Outre quelques ventes locales qui s'effectuent sur le site, le port d'embarquement des fardeaux issus des travaux d'exploitation du PEA 196 est très éloigné ce qui a des incidences sur le coût du transport</i>

E92. Revenues totales de soldes (Ventes)	<i>IFB fait un chiffre d'affaire qui avoine deux milliards de f cfa par an</i>
E93. Tendance d'augmentation des soldes	<i>L'évolution du solde est fonction du cour du marché international et la situation socio politique de la RCA</i>
E94. Tendance des prix	<i>En baisse compte tenu du marché international d'une part et du coût de transport très élevé des produits quittent la RCA par voie routière à destination du port de Douala (Camerounà)</i>
E95. Tendance de soldes d'exportations/ soldes totales	<i>Les exportations predominant</i>
E96. Tendance de marges brutes	Non disponible
E97. Derniers bénéfices de 5 ans	<i>Environ 100.000.000 f cfa</i>
E98. Autres (facultatif)	
Besoin d'investissements	
E101. Montant d'investissement demandé	<i>4.000.000.000 f cfa</i>
E102. Utilité de procéder au demandeur	<i>IFB veut s'orienter vers la deuxième ou la troisième transformation ce qui nécessite de nouveaux équipements pour atteindre cet objectif</i>
E103. Types d'investissements demandés	<i>Séchoir; unite de recuperation , menuiserie; chaudière etc</i>
E104. Opportunités de sorties pour les actionnaires	<i>IFB est une entreprise familiale qui a peu d'actionnaires extérieurs</i>
E105. Minimum 3 ans de déclaration budgétaire	<i>Oui</i>
E106. Autres (facultatif)	

[NGOTTO]
IFB– NIVEAU D'INFORMATION DE L'ENTREPRISE IFB

RESUME

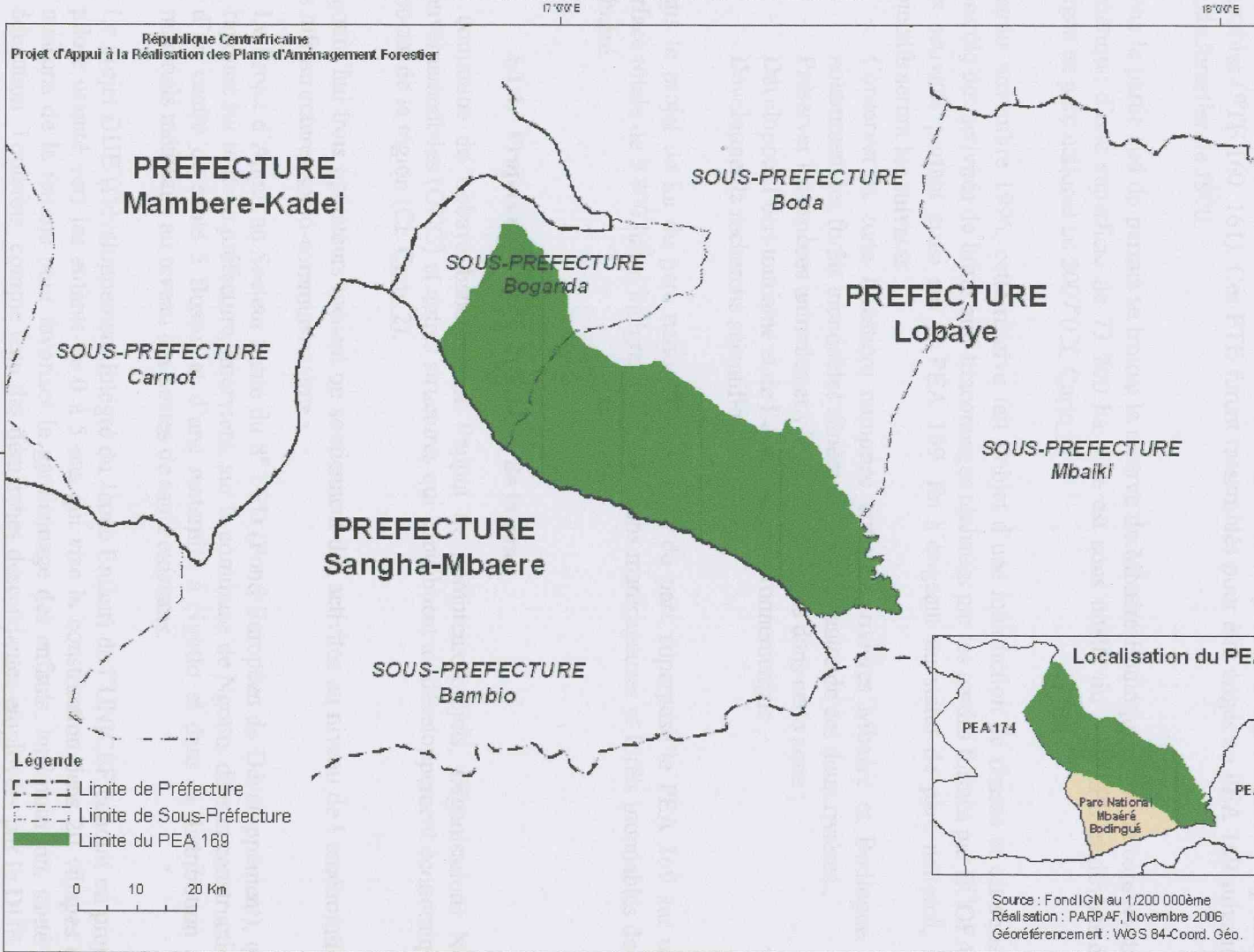
TABLE DE RESUME: NIVEAU D'INFORMATION DE LA SOCIETE IFB

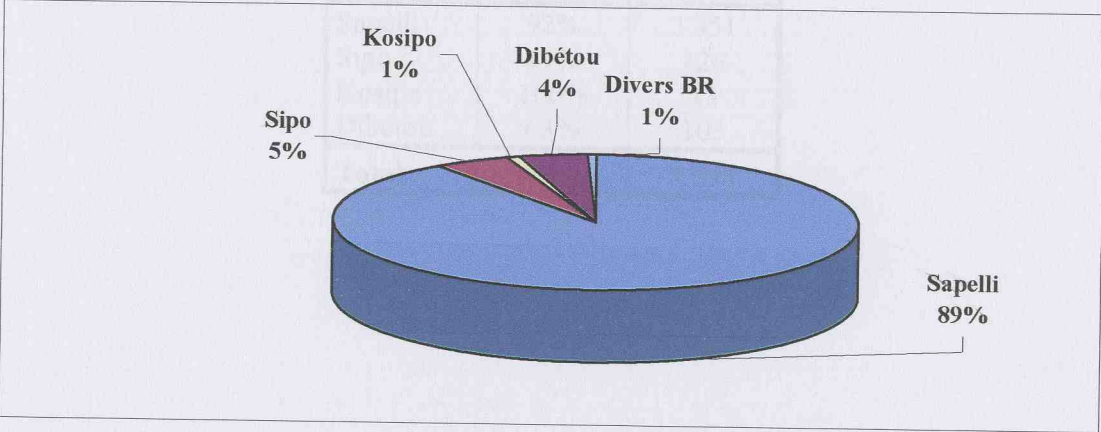
	Opportunities Majeures	Défis majeurs
Atout de qualité et capacité Employés et habilités de gestion	Bonne Disponible mais moins qualifiée	A consolider Renforcement des capacités périodiques
Stratégie de vente (Marketing)	Appréciable	A promouvoir
Environnement et facteurs sociaux	Adapté au contexte d'exploitation Aménagement	A préserver pour une durabilité
Gestion des ressources Revenus, coûts & bénéfice	Adaptée au contexte national Variable en fonction du marché de bois sur le plan international	A diversifier A améliorer

A N N E X E S

Cf. les fichiers enregistrés en format PDF nommés **DIAF_p17, DIAF_p20, DIAF_p66 et DIAF_p75.**

Carte 1 : Limites administratives du PEA 169





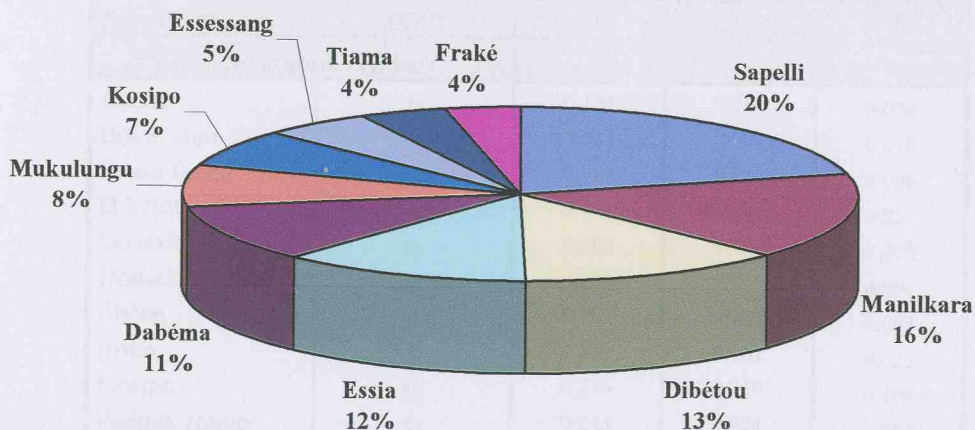


Figure 8 : Répartition par essence des tiges de plus de 80 cm pour les 10 essences présentant les volumes par hectare les plus élevés sur le PEA 169

Le pourcentage en volume de ces dix essences par rapport au total du volume des autres essences représente 55% du volume total. Quatre d’entre-elles sont exploitées régulièrement par la société (Sapelli, Dibétou, Kosipo et Tiama).

6.3.3.3 Surfaces terrières

La surface terrière est la somme des surfaces des sections des arbres à hauteur de 1,30 m du sol. Elle peut être un indice de qualité, de richesse et de vigueur des peuplements.

Les surfaces terrières sont présentées dans un premier temps pour toutes les strates et toutes les qualités par groupe, en distinguant les classes de diamètre supérieures ou égales à 10, 30 et 80 cm (Cf. Tableau 21).

Le détail pour les autres classes de diamètre et pour l’ensemble des essences est fourni en Annexe 12.

Les surfaces terrières sont ensuite présentées par zone d’inventaire, en ne tenant compte que des strates utiles (Cf. Tableau 22).

Zone	Surface terrière (m²/ha)	Qualité
Z1	28,4	31
Z2	29,5	21
Total	24,2	112

